

TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS AND CONTRACTORS

<p>Title</p> <p>Recrutement d'un(e) Consultant(e) international(e) chef.f.e d'équipe dans le cadre de l'évaluation du Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (Djibouti, 2023)</p>
<p>Purpose of Activity/Assignment:</p> <p>Le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) vise à promouvoir la cohérence et l'efficacité du soutien des Fonds, Agences, Programmes et Entités du Système des Nations Unies (SNU) aux efforts de développement durable de la République de Djibouti. Cette dernière présente des avantages économiques majeurs, principalement en raison de sa situation géostratégique et de sa population jeune. Plaque tournante du trafic maritime et du commerce mondial, situé à proximité de routes maritimes les plus fréquentées du monde, le pays est un centre de ravitaillement et de transbordement clé. Ainsi, Djibouti a enregistré depuis 2011 une croissance économique soutenue de 4,5 % à 6,5 %. En 2021, à la sortie de la pandémie de la COVID-19, Djibouti enregistre un taux de croissance économique de 4,3 % selon un rapport de la Banque Mondiale¹, ainsi qu'un indice de développement humain de 0,524 selon un rapport du PNUD en 2019. Le Plan cadre a mentionné les sécheresses récurrentes ainsi que les menaces sécuritaires sous-régionales comme des événements émergents pouvant interférer dans l'atteinte des objectifs de développement économiques. Sur le plan politique Djibouti est caractérisé par une situation politique et sécuritaire stable dans une région troublée. A la suite des élections législatives de février 2023, l'attente d'un hypothétique remaniement ministériel met le pays en situation de ralentie ou très peu d'engagement et donc des décisions sont prises ayant un impact sur la mise en œuvre des programmes de développement. Selon les dernières statistiques, le pays qui fait face à l'instabilité de ses voisins compte plus de 30 000 réfugiés présents sur son territoire et plus de 172,000 migrants qui ont traversé le pays pour se rendre dans la péninsule arabique ou en revenir en 2022.</p> <p>En matière de Gouvernance, en dépit d'une forte volonté gouvernementale exprimée à travers la création des collectivités locales (Conseils régionaux et communaux), la gestion de la vie socio-économique et politique du pays reste centralisée. Il a été constaté que Djibouti, a encore d'énormes progrès à faire dans la redistribution de la richesse et dans l'accès à certains services de bases en faveur de la population. Mais déterminé à amener des réponses aux problématiques émergentes, le gouvernement djiboutien s'est engagé avec le SNU à améliorer sa politique sociale. Le gouvernement de Djibouti a exprimé ses priorités nationales dans la Stratégie de Croissance Accélérée et la Promotion de l'Emploi (SCAPE) couvrant la période de 2015 à 2019. De ce fait, le Système des Nations Unies à Djibouti (SNU) soutient le gouvernement djiboutien à atteindre ses objectifs à travers le PNUAD. En 2020, le gouvernement a développé un nouveau Plan National de Développement (PND) allant jusqu'en 2024, aligné aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et s'inscrivant dans la Vision Djibouti 2035.</p> <p>Initialement le cycle de le PNUAD couvrait la période allant de 2018 à 2022. Dans le souci de s'aligner aux priorités nationales, il a bénéficié d'une extension de deux années allant ainsi jusqu'en 2024. Par ailleurs, l'évaluation de ce PNUAD qui devait avoir lieu en 2021 a été reportée pour l'année 2023. Le Système des Nations Unies apporte à travers le PNUAD un appui technique et financier ciblant quatre domaines stratégiques pour Djibouti, à (savoir : (i) croissance économique inclusive et durable et réduction de la pauvreté, (ii) renforcement de services sociaux et développement humain inclusif, (iii) renforcement de</p>

l'environnement et des institutions de bonne gouvernance, (iv) renforcement de la résilience et promotion du développement régional équitable. Le rapport National Volontaire (VNR) présenté par le pays en 2022 stipule que le processus de domestication et de priorisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) a permis d'identifier et de prioriser 55 cibles parmi les 107 cibles opérationnelles, 27 cibles de mise en œuvre et de l'objectif du partenariat mondial (82 cibles au total). Pour les 55 cibles opérationnelles prioritaires, les travaux de cartographie ont permis de prioriser 140 indicateurs dont 83 indicateurs présentent une valeur de référence. Cet exercice a mis en avant le problème crucial des données. En effet, sur les 83 indicateurs, 51 proviennent des sources administratives, 22 des données d'enquêtes auprès des ménages et 10 proviennent des estimations au niveau international. Les enquêtes les plus récentes datent de quelques années déjà et les sources administratives ne sont pas toujours mises à jour. Par ailleurs l'Analyse Commune de Pays (CCA) effectuée en 2021 fait ressortir les défis transversaux les plus pressants suivants :

- L'accès à l'éducation inclusive, de qualité et son adéquation avec le marché du travail
- La création d'emplois décents, notamment pour les femmes et les jeunes
- L'adaptation aux changements climatiques et la gestion de l'accroissement des risques sur la population agro-pastorale
- Les inégalités territoriales, notamment socio-économiques
- La capacité institutionnelle pour assurer la transparence, la redevabilité et la protection des personnes vulnérables
- L'accès aux services de santé de qualité.

De plus durant la mise en œuvre du PNUAD plusieurs dispositions législatives visant à renforcer la protection des personnes vulnérables ont été adoptées, notamment la loi relative aux congés de maternité de 6 mois, appliquée au niveau du secteur publique pour l'instant, ainsi que la loi sur l'intégration des réfugiés dans le système national de prise en charge sociale. Un dispositif institutionnel de gouvernance a été mis en place pour le suivi et la mise en œuvre du PNUAD . Il s'agit d'un Comité de Pilotage conjoint (Nations Unies, Gouvernement, Société civile et Secteur privé) et de quatre Groupes de Résultats, ainsi qu'un dispositif de gouvernance interne composé de l'Équipe de Pays (UNCT) et appuyé par des groupes de travail inter-agences qui sont depuis quelques années peu actifs. Le PNUAD est rendu opérationnel par le biais de plans de travail conjoints, élaborés par les groupes de résultats pour chacun des résultats attendus, dont ils assurent également le suivi. Dès 2018, le SNU pour le Développement s'est engagé dans un processus de réforme dont l'ambition est la mise en place d'un système plus intégré, opérationnel, avec des responsabilités mieux définies ainsi que des capacités, compétences et ressources mieux alignées aux Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.

		Reasons why consultancy cannot be done by staff: <i>L'activité ne peut pas être réalisée par le staff en raison de la nécessité de la neutralité et indépendance.</i>	
Supervisor: <i>Representante</i>	Start Date: <i>01/01/2024</i>	End Date: <i>02/29/2024</i>	Number of Days (working) <i>31</i>

Work Assignment Overview			
Tasks/Milestone:	Deliverables/Outputs:	Timeline	
Soumission du rapport de démarrage incluant les outils pour la collecte des données, le guide pour l'analyse et le plan du rapport	Rapport de démarrage	18 janvier 2024	
Présentation du rapport préliminaire de la revue	Rapport préliminaire	15 février 2024	
Soumission et validation du rapport final d'évaluation ; ainsi que la transmission du rapport de mission par le Chef(fe) d'équipe de mission.	Rapport d'évaluation final	29 février 2024	

Estimated Consultancy fee			
Travel International (if applicable)	Billet aller/Retour		
Travel Local (please include travel plan)	DSA Djibouti		
DSA (if applicable)	DSA terrain si nécessaire		
Total estimated consultancy costs¹			
<p>Minimum Qualifications required:</p> <p><input type="checkbox"/> Bachelors <input checked="" type="checkbox"/> Masters <input type="checkbox"/> PhD <input type="checkbox"/> Other</p> <p>Enter Disciplines</p> <p>Titulaire d'une maîtrise en sciences sociales ou domaine connexe ;</p>	<p>Knowledge/Expertise/Skills required:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un diplôme universitaire de niveau Master au moins dans un domaine relatif au développement humain ; • Un minimum de 10 ans d'expérience internationale en matière d'évaluation des programmes de développement. Une expérience dans les questions de développement, y compris les ODD, la santé, l'éducation, le développement durable, le genre et l'approche basée sur les droits humains ; • Une bonne compréhension et connaissance du système des Nations Unies et des outils de planification et de programmation ; • Une bonne communication et capacité rédactionnelle en français et connaissance pratique de l'anglais ; • Une parfaite maîtrise des outils informatiques ; • Excellente capacité de rédaction et de communication verbale en français et une bonne capacité à lire et comprendre les documents écrits en anglais. • Une expérience professionnelle dans l'évaluation du PNUAD au cours des 3 derniers années constituera un avantage. 		

¹ Costs indicated are estimated. Final rate shall follow the "best value for money" principle, i.e., achieving the desired outcome at the lowest possible fee. Consultants will be asked to stipulate all-inclusive fees, including lump sum travel and subsistence costs, as applicable.

Payment of professional fees will be based on submission of agreed deliverables. UNICEF reserves the right to withhold payment in case the deliverables submitted are not up to the required standard or in case of delays in submitting the deliverables on the part of the consultant

Text to be added to all TORs:

Individuals engaged under a consultancy or individual contract will not be considered "staff members" under the Staff Regulations and Rules of the United Nations and UNICEF's policies and procedures and will not be entitled to benefits provided therein (such as leave entitlements and medical insurance

coverage). Their conditions of service will be governed by their contract and the General Conditions of Contracts for the Services of Consultants and Individual Contractors. Consultants and individual contractors are responsible for determining their tax liabilities and for the payment of any taxes and/or duties, in accordance with local or other applicable laws.

The selected candidate is solely responsible to ensure that the visa (applicable) and health insurance required to perform the duties of the contract are valid for the entire period of the contract. Selected candidates are subject to confirmation of fully vaccinated status against SARS-CoV-2 (Covid-19) with a World Health Organization (WHO)-endorsed vaccine, which must be met prior to taking up the assignment. It does not apply to consultants who will work remotely and are not expected to work on or visit UNICEF premises, programme delivery locations or directly interact with communities UNICEF works with, nor to travel to perform functions for UNICEF for the duration of their consultancy contracts.

UNICEF offers [reasonable accommodation](#) for consultants with disabilities. This may include, for example, accessible software, travel assistance for missions or personal attendants. We encourage you to disclose your disability during your application in case you need reasonable accommodation during the selection process and afterwards in your assignment.
